*Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget*

*République de Côte d'Ivoire*
*Union-Discipline-Travail*

# Communication en Conseil des Ministres

**Objet : Situation de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2026**

La présente communication a pour objet de rendre compte de l'exécution du budget de l'État à fin juin 2026, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

## I – MOBILISATION DES RESSOURCES

**Les ressources** mobilisées hors Comptes Spéciaux du Trésor à fin juin 2026, s'élèvent globalement à **9 495,6** milliards de FCFA pour une prévision de 9 365,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 101,4%.

Les mobilisations de ressources comprennent **4 277,2** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **5 218,4** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

### *I.1. Les recettes budgétaires*

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **4 110,6** milliards de FCFA à fin juin 2026 contre un objectif de 4 015,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102,4%. Ce résultat est essentiellement imputable aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les revenus de pétrole et de gaz** se sont chiffrés à **94,9** milliards de FCFA contre un objectif de 41,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 229,7% en rapport avec un niveau plus élevé que prévu des volumes du gaz (+252,4% par rapport aux projections) et le recouvrement au cours du premier semestre 2026 d'un enlèvement de pétrole initialement prévu au quatrième trimestre 2026 ;
- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **567,9** milliards de FCFA contre un objectif de 450,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 126,1% en raison d'un niveau plus élevé que prévu de volume (1 088 840 tonnes réalisées contre un objectif de 929 730 tonnes) et du prix CAF (3 474,9 FCFA/kg réalisés contre un objectif de 3 100 FCFA/kg) du cacao ;
- **les droits d'enregistrements et de timbre** ont été collectés à hauteur de **253,2** milliards de FCFA pour un objectif de 232,3 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 108,9%. Cette performance résulte d'un niveau plus élevé que projeté des volumes exportés de cacao (968 000 tonnes réalisées contre 869 500 tonnes projetés) et des prix pratiqués (3929,7 FCFA/Kg réalisés contre 3100 FCFA/Kg projetés) ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été recouvré à hauteur de **669,5** milliards de FCFA pour un objectif de 632,9 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 105,8%.

Ce niveau de réalisation résulte de la hausse des paiements au titre de l'impôt BIC dans les secteurs minier et de l'exportation du cacao ;

- **la Taxe sur les télécommunications** s'est chiffrée à **39,1** milliards de FCFA pour un niveau escompté de 37,6 milliards de FCFA, soit un niveau de mobilisation de 103,2%. Ce niveau de recouvrement se justifie par la bonne tenue de l'activité dans le secteur des télécommunications en lien avec la hausse des chiffres d'affaires des entreprises assujetties à cette taxe de 16,9% ;
- **les droits et taxes à l'importation sur les produits pétroliers** sont ressortis à **283,9** milliards de FCFA contre un objectif de 275,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102,9%, porté notamment par un volume plus élevé que prévu du gasoil (950,6 millions de litres pour un objectif de 800,7 millions de litres) et du super carburant (833,8 millions de litres pour un objectif de 803,7 millions de litres) ;
- **la taxe ad valorem** s'est établie à **115,4** milliards de FCFA contre un objectif de 112,5 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 102,6%. Cette performance s'explique par la hausse du cours international de l'or ;

Toutefois, les bons niveaux de recouvrement susmentionnés ont été atténués par les performances moindres enregistrées dans la collecte de certaines natures de recettes fiscales. Il s'agit notamment :

- de **la taxe sur la valeur ajoutée** en régime intérieur hors TVA exonérée sur projets cofinancés (-74,2 milliards de FCFA). Cet écart s'explique par l'impact négatif des tensions géopolitiques sur l'économie avec des évolutions moins favorables de certaines branches d'activité, notamment les industries extractives (-5,2%), les industries agro-alimentaires (-8,4%) ainsi que les industries textiles et l'habillement (-9,1%) ;
- des **droits et taxes à l'importation sur les marchandises générales** hors TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés (-46,7 milliards de FCFA) expliqués par un niveau de remboursement de TVA supérieur aux prévisions (95,42 milliards réalisés contre un objectif de 78,84 milliards) ;
- de **l'impôt sur le traitement des salaires** (-25,7 milliards de FCFA) résultant principalement des difficultés de recouvrement des prélèvements d'ITS dans certaines structures publiques.

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **110,4** milliards de FCFA contre **53,4** milliards de FCFA prévus soit un taux de recouvrement de 206,8% expliqué principalement par un niveau plus élevé que prévu des recettes de services (49,8 milliards de FCFA contre 25,4 milliards de FCFA prévus) et de dividendes (21,9 milliards de FCFA de dividendes contre 0,1 milliard de FCFA prévu). Ces recettes comprennent en outre 22,7 milliards de FCFA de revenus du domaine, 13,3 milliards de FCFA du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, ainsi que 2,6 milliards de FCFA de surcotes sur émission de titres publics.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **56,3** milliards de FCFA, pour une prévision de 67,2 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation de ces ressources est composé de dons-programmes (37,2 milliards de FCFA de C2D) et de dons-projets (19,1 milliards de FCFA).

### *I.2. Les ressources de trésorerie*

Les **ressources de trésorerie** ont été mobilisées à hauteur de **5 218,4** milliards FCFA pour une prévision de **5 429,6** milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 96,1%. Elles comprennent les transferts des entreprises, les privatisations et ventes d'actifs, les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier et les ressources extérieures d'emprunts.

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **25,9** milliards de FCFA provenant principalement du Port Autonome d'Abidjan.

Les **privatisations et ventes d'actifs** se sont situées à **2,0** milliards de FCFA non initialement prévus provenant de IPS WA.

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **4 618,1** milliards de FCFA pour une prévision de **4 573,5** milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 101,0%. Elles comprennent 2.994,1 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 731,5 milliards FCFA d'emprunts obligataires, 170,6 milliards FCFA de bons du Trésor et 721,9 milliards de FCFA de mobilisation sur le marché international.

Concernant **les ressources extérieures**, la comptabilisation budgétaire des tirages à fin juin 2026 s'élève à **572,4** milliards de FCFA pour une prévision de **841,1 milliards de FCFA.** Elles comprennent **92,1** milliards de FCFA au titre des **emprunts-projets** et **480,3 milliards de FCFA** au titre des **Emprunts-programmes**.

## II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin juin 2026, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **7 351,1** milliards de FCFA pour une prévision de **7 158,5** milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 102,7%.

Ces dépenses comprennent 4 430,8 milliards de FCFA de dépenses budgétaires et 2 920,3 milliards de FCFA de charges de trésorerie.

### *II. 1. Les dépenses budgétaires*

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **835,1** milliards de FCFA pour une prévision de **827,1** milliards de FCFA. Ces charges sont composées de 329,4 milliards FCFA au titre de la dette intérieure et 505,6 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **1 433,0** milliards de FCFA en ligne avec la prévision.

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **73,7** milliards en ligne pour une prévision de 87,7 milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (66,1 milliards de FCFA), de téléphone (3,5 milliards de FCFA) et d'eau (4,1 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **446,5** milliards de FCFA pour une prévision de 449,5 milliards de FCFA.

Les **transferts** affichent un niveau d'exécution de **487,9** milliards de FCFA pour une prévision de 525,2 milliards de FCFA.

Concernant les **dépenses de sécurité**, elles sont ressorties à **139,1** milliards de FCFA pour une prévision de 121,0 milliards de FCFA.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **1 015,4** milliards de FCFA pour une prévision de 1 126,3 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution comprend 904,2 milliards de FCFA de dépenses d'investissement financées sur Trésor et 111,2 milliards de FCFA sur financement extérieur de projets dont 19,1 milliards de FCFA au titre des dons-projets et 92,1 milliards de FCFA d'emprunts-projets.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des Institutions et Ministères fait ressortir que vingt-neuf (29) d'entre eux affichent un taux d'exécution inférieur à 50% et neuf (09) présentent un taux d'exécution supérieur à 50%.

### *II.2. Les charges de trésorerie*

Les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **2.920,3** milliards FCFA pour une prévision de **2.596,0** milliards de FCFA, soit un écart positif de 324,3 milliards FCFA. Cet écart s'explique par les opérations de gestion de passifs réalisées conformément à la stratégie de gestion de la dette.

### *II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques*

S'agissant des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que des dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à **1.773,7** milliards de FCFA et à **644,9** milliards de FCFA à fin juin 2026, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 1.763,1 milliards de FCFA et de 543,1 milliards de FCFA.

## CONCLUSION

À fin juin 2026, l'exécution du budget de l'État se caractérise par une mobilisation satisfaisante des ressources ainsi qu'une maîtrise des charges de fonctionnement. En effet, le recouvrement des recettes fiscales affiche une bonne performance au regard des objectifs fixés (101,4%) et les dépenses de fonctionnement ont été exécutées dans les limites des prévisions.

Les efforts engagés en matière d'amélioration continue du recouvrement des recettes, de rationalisation des charges de fonctionnement et de renforcement de la capacité de consommation des crédits d'investissement seront poursuivis au cours du deuxième semestre, afin d'assurer l'atteinte des objectifs de développement tels que déclinés dans le Plan National de Développement 2026-2030.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire à fin juin 2026, soumise à l'examen et à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,**
**DES FINANCES ET DU BUDGET**

**Adama COULIBALY**

# ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
## (Etat de réalisation à fin juin 2026)

*En milliards de FCFA*

| RESSOURCES | Objectifs révisés (hors comptes spéciaux) | Réalisations (hors comptes spéciaux) | DEPENSES | Objectifs révisés (hors comptes spéciaux) | Réalisations (hors comptes spéciaux) |
|---|---|---|---|---|---|
| **RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES** | | | | | |
| **RECETTES FISCALES** (yc FER) | 4 015,6 | 4 110,6 | **CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE** | **827,1** | **835,1** |
| - DGI | 2 448,5 | 2 453,9 | Dette intérieure | 344,1 | 329,4 |
| - TRESOR | 13,7 | 23,0 | Dette extérieure | 483,0 | 505,6 |
| - DGD (hors PCS, PCC, PUA et SGS) | 1 527,5 | 1 607,3 | | | |
| - TVA et droits de douane exonérés sur projets cofinancés | 25,9 | 25,4 | **PERSONNEL** | **1 433,0** | **1 433,0** |
| **RECETTES NON FISCALES** (yc FIMR) | 53,4 | 110,4 | **ACHAT DE BIENS ET SERVICES** (hors CNS et élections) | **529,9** | **620,2** |
| Recettes non fiscales du Trésor | 25,6 | 71,7 | Abonnement | 80,7 | 73,7 |
| Revenus du domaine DGI | 22,4 | 22,7 | Autres achats de biens et services | 449,1 | 446,5 |
| Bonus de signature secteur pétrolier | 0,0 | 0,0 | | | |
| Licences de télécommunication | 0,1 | 0,0 | **TRANSFERTS** (hors CNS et élections) | **525,2** | **487,9** |
| Fonds d'investissement en milieu rural (FIMR) | 5,3 | 13,3 | Subvention au secteur électricité | 16,7 | 32,0 |
| Autres recettes non fiscales | 0,0 | 2,6 | Autres transferts | 508,5 | 455,9 |
| **DONS** | **67,2** | **56,3** | **DEPENSES DE SECURITE ET D'ELECTIONS** | **121,0** | **139,1** |
| **Dons programmes** | **37,2** | **37,2** | **INVESTISSEMENT** | **1 126,3** | **1 016,4** |
| AFD (C2D) | 37,2 | 37,2 | **- Trésor** (yc FIMR et FER) | **926,3** | **904,2** |
| UE | 0,0 | 0,0 | Projets C2D | 11,5 | 11,5 |
| **Dons projets** | **30,0** | **19,1** | Investissement FIMR | 5,3 | 13,3 |
| | | | Fonds d'Entretien Routier | 121,8 | 121,8 |
| | | | Autres investissements | 787,7 | 757,6 |
| | | | **- Financement extérieur des projets** | **200,0** | **111,2** |
| | | | Emprunts-projets | 170,0 | 92,1 |
| | | | Dons-projets | 30,0 | 19,1 |
| **TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES** | **4 136,2** | **4 277,2** | **TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES** | **4 562,5** | **4 430,8** |
| **RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE** | | | | | |
| **Privatisation et ventes d'actifs** | **0,0** | 2,0 | **Amortissement de la dette publique** | **2 596,0** | **2 920,3** |
| **Transfert des entreprises/dette rétrocédée** | **15,0** | **25,9** | Dette intérieure | 1 944,8 | 2 262,0 |
| **Emprunts sur marchés monetaire et financier** | **4 573,6** | **4 618,1** | Dette extérieure | 651,2 | 658,4 |
| Emprunts obligataires | 881,5 | 731,5 | | | |
| Bons et obligations du Trésor | 2 971,1 | 3 164,6 | | | |
| Financement en devises | 720,9 | 721,9 | | | |
| **Emprunts-programmes** | **471,1** | **480,3** | | | |
| FMI (y compris FRD) | 471,1 | 480,3 | | | |
| Banque Mondiale | 0,0 | 0,0 | | | |
| Banque Africaine de Développement | 0,0 | 0,0 | | | |
| AFD (Autre appui budgétaire) | 0,0 | 0,0 | | | |
| **Emprunts-projets** | 170,0 | **92,1** | | | |
| **TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE** | **5 229,6** | **5 218,4** | **TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE** | **2 596,0** | **2 920,3** |
| **TOTAL GENERAL DES RESSOURCES** | **9 365,7** | **9 495,6** | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES** | **7 158,5** | **7 351,1** |

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGF, DGBF

# ANNEXE 2

## EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
## (Etat de réalisation à fin juin 2026)

*En milliards de FCFA*

| LIBELLES | Juin 2026 | | |
|---|---|---|---|
| | Objectif revisé | Réalisation | Ecart (Real-Obj) |
| **RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonerée)** | **4 015,6** | **4 110,6** | **95,0** |
| **RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors TVA exonerée)** | **3 989,8** | **4 084,2** | **94,4** |
| **DGI** | **2 448,5** | **2 453,9** | **5,4** |
| **Impôts directs** | **1 382,0** | **1 427,6** | **45,5** |
| **Impôts sur bénéfices** | **696,6** | **764,8** | **68,2** |
| **BIC pétrole et gaz** | **28,9** | **66,4** | **37,5** |
| - BIC pétrole | 6,2 | 9,0 | 2,9 |
| - BIC gaz | 22,8 | 57,4 | 34,7 |
| **Autres impôts directs hors pétrole et gaz** | **1 353,1** | **1 361,1** | **8,0** |
| - BIC hors pétrole | 632,9 | 669,5 | 36,6 |
| - Impôt synthétique et AIRSI | 24,6 | 21,6 | -3,0 |
| - Taxe de la Micro Entreprise (TME) | 10,2 | 7,2 | -2,9 |
| - Impôts sur revenus et salaires | 485,7 | 460,1 | -25,7 |
| - Impôts sur revenus des capitaux mobiliers/IRC | 199,7 | 202,7 | 3,0 |
| **Impôts indirects** | **1 066,4** | **1 026,3** | **-40,1** |
| TVA (hors part secteur électricité) | 483,8 | 409,6 | -74,2 |
| TOB | 76,9 | 72,7 | -4,2 |
| Taxe sur boissons et tabacs | 80,2 | 76,5 | -3,7 |
| droits d'enregistrement et de timbre | 231,5 | 253,2 | 21,7 |
| *dont droits d'enregistrement café cacao* | *134,8* | *163,5* | 28,7 |
| Patentes et licences | 11,3 | 10,9 | -0,5 |
| Taxe d'exploitation pétrolière | 2,6 | 3,9 | 1,2 |
| Taxe d'exploitation du gaz | 9,7 | 24,6 | 14,9 |
| Taxe sur les télécommunications | 37,6 | 39,1 | 1,5 |
| Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques | 17,5 | 17,5 | 0,0 |
| Taxe ad valorem | 112,5 | 115,4 | 2,9 |
| Taxe pour le développement touristique | 1,1 | 1,1 | 0,0 |
| Taxe/sachet et mat plast | 0,2 | 0,1 | -0,1 |
| Accises et autres taxes indirectes | 1,3 | 1,8 | 0,5 |
| *Taxe sur les produits de parfumeries et cosmetiques* | 1,1 | 0,7 | -0,3 |
| **TRESOR** | **13,7** | **23,0** | **9,2** |
| **Impôts indirects** | **13,7** | **23,0** | **9,2** |
| Timbres et vignettes | 0,5 | 0,0 | -0,5 |
| Recettes de service requalifiées | 13,3 | 22,9 | 9,7 |
| Redevance LONACI | 10,1 | 16,9 | 6,8 |
| autres indirects | 3,1 | 6,0 | 2,9 |
| **DGD** *(hors PCC, PCS, PUA et RPI)* | **1 527,5** | **1 607,3** | **79,7** |
| **Droits et taxes à l'importation** | **1 077,2** | **1 039,4** | **-37,8** |
| Taxes sur produits pétroliers | 275,1 | 284,0 | 8,8 |
| Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS, PCC et PUA) | 802,1 | 755,4 | -46,7 |
| **Taxes à l'exportation** | **450,4** | **567,9** | **117,5** |
| **TVA et droits de douanes exonérés sur projets cofinancés** | **25,9** | **26,4** | **0,6** |
| **DGI** | **13,6** | **16,1** | **2,5** |
| **DGD** | **12,3** | **10,3** | **-2,0** |

Source : DGI, DGD, DGTCP

## ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

*En FCFA*

| INSTITUTIONS/ MINISTERES | Dotation 2026 | Exécution fin juin 2026 | Taux d'exécution fin juin 2026 |
|---|---|---|---|
| 350 Ministère du Tourisme et des Loisirs | 1 122 253 605 | 0 | 0,0% |
| 358 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie | 99 494 916 057 | 1 232 229 011 | 1,2% |
| 352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant | 8 558 525 552 | 112 358 725 | 1,3% |
| 454 Ministère Délégué auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, chargé des Productions Vivrières | 69 195 695 880 | 924 514 684 | 1,3% |
| 440 Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports et des Affaires Maritimes, chargé des Affaires Maritimes | 3 446 180 530 | 131 000 000 | 3,8% |
| 351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques | 14 118 279 554 | 982 527 905 | 7,0% |
| 347 Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat | 67 490 378 967 | 5 087 860 962 | 7,5% |
| 331 Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique | 204 426 857 051 | 20 972 511 032 | 10,3% |
| 325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme | 27 601 043 687 | 3 006 249 371 | 10,9% |
| 329 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières | 137 019 025 661 | 19 155 108 472 | 14,0% |
| 366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité | 283 057 597 288 | 40 157 877 753 | 14,2% |
| 345 Ministère des Eaux et Forêts | 65 070 442 315 | 9 475 491 049 | 14,6% |
| 335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle | 313 760 886 122 | 57 938 159 534 | 18,5% |
| 356 Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation Technologique | 43 965 125 252 | 8 178 942 625 | 18,6% |
| 376 Ministère du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques | 5 862 114 961 | 1 143 076 799 | 19,5% |
| 330 Ministère des Infrastructures et de l'Entretien Routier | 630 097 057 728 | 126 418 222 883 | 20,1% |
| 434 Ministère délégué auprès du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique, chargé de l'Enseignement Technique | 34 366 917 545 | 8 346 490 635 | 24,3% |
| 439 Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur | 325 849 000 | 80 671 500 | 24,8% |
| 336 Ministère de la Communication | 1 550 000 000 | 466 630 000 | 30,1% |
| 340 Ministère des Transports et des Affaires Maritimes | 82 942 988 000 | 26 454 330 800 | 31,9% |
| 343 Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique | 23 398 053 909 | 7 619 403 153 | 32,6% |
| 126 Vice-Primature, Ministère de la Défense | 58 000 000 000 | 20 106 010 400 | 34,7% |
| 344 Ministère des Sports | 21 807 279 862 | 7 564 069 929 | 34,7% |
| 115 Cour des Comptes | 1 934 700 000 | 677 145 000 | 35,0% |
| 362 Ministère de l'Emploi, de la Protection Sociale et de la Formation Professionnelle | 44 215 748 908 | 16 357 590 217 | 37,0% |
| 103 Présidence de la République | 57 250 522 500 | 22 290 788 077 | 38,9% |
| 108 Primature et Services Rattachés | 36 968 100 000 | 14 682 453 520 | 39,7% |
| 348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie | 304 158 991 377 | 127 959 178 708 | 42,1% |
| 322 Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget | 171 498 344 417 | 75 897 177 664 | 44,3% |
| 357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique | 61 374 070 952 | 30 797 706 595 | 50,2% |
| 328 Ministère du Plan et du Développement | 17 777 109 756 | 9 160 938 915 | 51,5% |
| 323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité | 263 076 692 853 | 138 552 825 428 | 52,7% |
| 237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration | 3 455 374 941 | 2 195 341 072 | 63,5% |
| 221 Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale | 5 679 500 000 | 3 654 660 833 | 64,3% |
| 346 Ministère de la Culture et de la Francophonie | 3 223 234 556 | 2 173 234 556 | 67,4% |
| 369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté | 49 526 910 847 | 34 648 157 569 | 70,0% |
| 333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | 42 497 517 317 | 31 020 235 397 | 73,0% |
| 101 Représentation Nationale | 5 000 400 000 | 4 675 400 000 | 93,5% |
| **Total Général hors dépenses communes et comptes spéciaux** | **3 264 314 686 950** | **880 296 570 773** | **27,0%** |
| **Dépenses communes** | **964 796 506 486** | **0** | **0,0%** |
| **Comptes spéciaux** | **290 422 060 018** | **135 082 129 621** | **46,5%** |
| **Total Général** | **4 519 533 253 454** | **1 015 378 700 394** | **22,5%** |

Source : SIGOBE/DGBF

## ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2026

*En FCFA*

| DOMAINES | 2 025 | 2 026 | | |
|---|---|---|---|---|
| | Exécution à fin Décembre | Objectif annuel | Objectif juin | Exécution à fin juin |
| **01 Agriculture et développement rural** | **126 046 113 685** | **106 485 128 798** | **37 947 657 114** | **47 061 576 266** |
| 01.0 Administration générale | 17 681 582 738 | 16 635 682 081 | 8 230 813 706 | 8 430 419 033 |
| 01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture | 43 195 042 505 | 26 278 189 513 | 10 193 997 579 | 19 288 677 321 |
| 01.2 Formation et encadrement | 37 246 741 844 | 42 906 751 186 | 11 914 813 510 | 4 943 385 643 |
| 01.3 Aménagement hydro-agricole | 8 092 746 598 | 10 086 206 018 | 4 963 457 319 | 1 149 094 269 |
| 01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR) | 19 830 000 000 | 10 578 300 000 | 2 644 575 000 | 13 250 000 000 |
| **02 Ressources Halieutiques et Production Animale** | **18 599 066 539** | **19 696 912 028** | **6 315 670 529** | **6 403 163 341** |
| 02.0 Administration générale / formation et encadrement | 10 683 813 844 | 11 091 321 403 | 5 342 688 862 | 5 140 613 191 |
| 02.1 Appui à l'elevage et à la production laitière | 3 676 590 832 | 3 487 087 882 | 349 439 007 | 614 171 408 |
| 02.2 Pêche et aquaculture | 4 238 661 863 | 5 118 502 743 | 623 542 659 | 648 378 742 |
| **03 Education** | **1 886 289 776 617** | **2 084 790 630 160** | **1 034 846 851 278** | **1 029 056 090 776** |
| 03.0 Administration générale | 122 158 157 765 | 160 744 505 434 | 73 447 630 083 | 73 915 383 951 |
| 03.1 Education préscolaire et enseignement primaire | 777 352 346 196 | 849 707 918 059 | 407 613 781 859 | 404 108 617 771 |
| 03.2 Alphabétisation | 706 169 162 | 775 200 000 | 718 375 200 | 0 |
| 03.3 Sécondaire général, technique et professionnel | 676 300 698 557 | 759 735 059 053 | 350 513 349 758 | 328 536 238 600 |
| 03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique | 309 772 404 937 | 313 827 947 614 | 202 553 714 378 | 222 495 850 454 |
| **04 Santé** | **736 786 235 587** | **811 528 251 058** | **308 037 376 966** | **303 322 266 064** |
| 04.00 Administration générale santé | 345 807 035 093 | 411 096 489 128 | 193 855 028 086 | 192 982 457 883 |
| 04.01 Système de santé primare | 170 060 937 345 | 140 588 482 825 | 38 446 362 444 | 38 386 338 636 |
| 04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination) | 5 640 994 646 | 2 500 000 000 | 1 852 362 500 | 233 210 606 |
| 04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies | 121 897 823 099 | 135 018 041 955 | 29 546 343 573 | 28 836 275 448 |
| 04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition | 3 935 811 790 | 3 695 593 082 | 3 007 657 263 | 1 877 153 787 |
| 04.05 VIH/SIDA | 29 158 821 710 | 51 430 559 432 | 9 863 620 778 | 9 314 428 680 |
| 04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés | 60 284 811 904 | 67 199 084 636 | 31 466 002 324 | 31 692 401 024 |
| **05 Eau et Assinissement** | **283 067 519 955** | **217 796 640 507** | **55 341 447 833** | **48 620 517 257** |
| 05.1 Accès à l'eau potable et assainissement | 133 919 313 140 | 113 185 752 789 | 27 121 030 656 | 23 448 344 830 |
| 05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution | 149 148 206 815 | 104 610 887 718 | 28 220 417 177 | 25 172 172 427 |
| **06 Energie** | **113 900 275 966** | **150 914 619 601** | **38 587 344 788** | **27 958 759 258** |
| 06.1 Accès à l'électricité | 113 900 275 966 | 150 914 619 601 | 38 587 344 788 | 27 958 759 258 |
| **07 Routes et ouvrages d'art** | **338 086 509 318** | **424 217 838 710** | **84 986 829 857** | **79 062 480 002** |
| 07.1 Entretiens pistes rurales | 8 250 599 520 | 2 840 566 944 | 1 851 685 117 | 126 369 297 |
| 07.2 Constructions d'ouvrages d'art | 91 892 606 158 | 93 554 721 436 | 28 226 279 950 | 26 699 785 167 |
| 07.3 Autres travaux routiers | 237 943 303 640 | 327 822 550 330 | 54 908 864 789 | 52 236 325 538 |
| **08 Affaires Sociales** | **103 797 798 154** | **98 463 209 377** | **61 908 552 262** | **67 926 660 527** |
| 08.0 Administration générale | 19 323 963 438 | 20 139 757 821 | 10 646 914 416 | 12 179 918 379 |
| 08.1 Formations destinées aux femmes | 4 679 722 975 | 6 898 996 287 | 4 688 782 155 | 677 615 434 |
| 08.2 Orphélinats, pouponnières et centres sociaux | 38 965 767 282 | 28 924 293 076 | 13 861 397 738 | 18 084 229 172 |
| 08.3 Formation au personnel d'appui | 1 541 374 865 | 1 764 221 396 | 908 165 457 | 908 165 456 |
| 08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes | 39 286 969 594 | 40 735 941 837 | 31 803 292 497 | 36 076 732 086 |
| **09 Décentralisation** | **169 011 752 758** | **237 873 882 190** | **110 421 993 444** | **116 719 168 335** |
| 09.1 Décentralisation | 169 011 752 758 | 237 873 882 190 | 110 421 993 444 | 116 719 168 335 |
| **10 Reconstructions et réhabilitations** | **28 897 804 394** | **11 262 091 723** | **5 631 045 862** | **10 485 945 565** |
| 10.1 Reconstruction et réhabilitation | 9 554 975 107 | 3 500 000 000 | 1 750 000 000 | 9 745 093 554 |
| 10.2 Habitat et logement sociaux | 19 342 829 287 | 7 762 091 723 | 3 881 045 862 | 740 852 011 |
| **11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté** | **91 764 900 412** | **46 617 075 383** | **19 069 840 824** | **37 108 036 675** |
| 11.1 Promotion et insertion des jeunes | 88 195 424 402 | 43 737 131 468 | 17 627 315 266 | 34 651 381 812 |
| 11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat | 3 569 476 010 | 2 879 943 915 | 1 442 525 557 | 2 456 654 863 |
| **TOTAL** | **3 896 247 753 385** | **4 209 646 279 535** | **1 763 094 610 757** | **1 773 724 664 066** |

Source : SIGOBE/DGBF

## ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN JUIN 2026

En FCFA

### TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN JUIN 2026

| ACTIVITES | Objectif annuel 2026 | Objectif juin 2026 | Total Exécution fin juin 2026 |
|---|---|---|---|
| **PROTECTION SOCIALE** | **53 873 032 767** | **18 495 016 806** | **37 416 513 568** |
| Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux | 22 673 032 767 | 7 935 561 468 | 22 516 513 568 |
| Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel | 0 | 0 | |
| Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU | 16 200 000 000 | 5 359 455 338 | 8 100 000 000 |
| Appui à l'opérationalisation de la CMU | 15 000 000 000 | 5 200 000 000 | 6 800 000 000 |
| 78109000095 Couverture Maladie Universelle | 8 000 000 000 | 2 400 000 000 | 4 000 000 000 |
| 78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU | 7 000 000 000 | 2 800 000 000 | 2 800 000 000 |
| **SANTE** | **356 895 284 388** | **154 352 484 492** | **193 315 529 227** |
| Personnel santé fonctionnaire | 299 957 716 544 | 138 927 784 505 | 175 056 440 508 |
| Renforcer les capacités d'intervention des CHR-EPHR | 2 212 592 005 | 191 921 384 | 1 093 036 111 |
| Renforcer les capacités d'intervention des HG | 2 124 226 570 | 170 966 248 | 236 125 786 |
| Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR | 2 719 241 270 | 224 997 357 | 219 904 697 |
| Renforcer les capacités d'intervention des CHU | 6 967 008 000 | 1 976 599 131 | 3 383 504 000 |
| Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuat | 17 000 000 000 | 5 368 421 053 | 1 570 718 125 |
| Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.) | 19 464 500 000 | 5 454 952 710 | 9 280 800 000 |
| Approvisionnement en médicaments | 6 450 000 000 | 2 036 842 105 | 2 475 000 000 |
| **EDUCATION** | **825 533 048 949** | **369 258 293 936** | **412 678 524 417** |
| Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES) | 20 291 736 792 | 6 856 034 927 | 19 428 144 446 |
| Education primaire et préscolaire | 753 522 992 057 | 341 283 971 117 | 374 057 419 821 |
| Programme de cantines scolaires | 14 670 000 000 | 6 287 142 857 | 4 000 000 000 |
| Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et malettes pédagogiqu | 11 713 904 369 | 2 184 876 242 | 0 |
| Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privé | 9 349 493 000 | 5 342 567 429 | 0 |
| Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire | 717 789 594 688 | 327 469 384 590 | 370 057 419 821 |
| Enseignement technique et formation professionnelle | 51 718 320 100 | 21 118 287 892 | 19 192 960 150 |
| Mise en oeuvre de l'Ecole de la Seconde Chance | 4 095 000 000 | 2 925 000 000 | 0 |
| Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établisseme | 9 071 705 210 | 3 531 725 360 | 0 |
| Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT | 1 307 254 890 | 560 252 096 | 176 181 620 |
| Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP | 37 244 360 000 | 14 101 310 437 | 19 016 778 530 |
| **EMPLOI DES JEUNES** | **2 378 248 620** | **1 033 669 354** | **1 506 482 987** |
| Programme Emploi Jeunes | 1 215 152 000 | 486 060 800 | 607 576 000 |
| Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences | 552 502 312 | 276 251 156 | 666 511 977 |
| Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes | 272 000 000 | 116 571 429 | 79 260 000 |
| Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune | 338 594 308 | 154 785 969 | 153 135 010 |
| **TOTAL** | **1 238 679 614 724** | **543 139 464 588** | **644 917 050 199** |

Source : SIGOBE/DGBF